**Document « stratégie de l'aide humanitaire de la
confédération pour la seconde moitié des années
nonante » du 3 février 1994 ; état en janvier 1996**

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/677>

DOI : 10.4000/aspd.677

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1999

Pagination : 89-95

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

« Document « stratégie de l'aide humanitaire de la confédération pour la seconde moitié des années nonante » du 3 février 1994 ; état en janvier 1996 », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 18 | 1999, mis en ligne le 28 juin 2012, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/677> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.677>

DOCUMENT*: « Stratégie de l'aide humanitaire de la Confédération pour la seconde moitié des années nonante »

du 3 février 1994; état en janvier 1996

1. Objectif de la présente stratégie

La stratégie dont il s'agit a pour objectif de montrer avec concision et clarté la méthode selon laquelle l'aide humanitaire de la Confédération entend remplir son mandat dans la seconde moitié des années nonante. Elle doit fixer des priorités pour l'aide humanitaire dispensée « sur place » aux victimes de catastrophes dans la mesure où celles-ci créent des besoins d'aide humanitaire: citons les catastrophes naturelles, celles dites de civilisation, celles provoquées par des conflits armés, celles causées par des crises structurelles, celles dues à une combinaison des catastrophes précitées ou à quelque autre situation d'urgence. Cette stratégie, vaste plan servant à réaliser des concepts de base, résulte à la fois du contexte dans lequel s'applique l'aide humanitaire et des valeurs dont elle s'inspire.

La stratégie sera mise régulièrement à jour. Le résultat de cette refonte sera mis à la disposition du public; en même temps, le Conseil fédéral s'en servira comme d'un outil important pour définir sa politique d'aide humanitaire, qu'il soumettra périodiquement aux Chambres fédérales avec le message sur l'aide humanitaire internationale de la Confédération.

2. Mandat

Le mandat est décrit dans la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales: « *L'aide humanitaire a pour but de contribuer, par des mesures de prévention ou de secours, à la sauvegarde de la vie humaine lorsqu'elle est menacée ainsi qu'au soulagement des souffrances; elle est notamment destinée aux populations victimes d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit armé.* »

L'aide humanitaire de la Confédération est un instrument utilisable dans le monde entier. Elle travaille au moyen de fonds publics (recettes fiscales) que le Parlement met régulièrement à la disposition de l'administration, à un rythme d'environ quatre ans et sous la forme d'un crédit-cadre. Ces fonds sont gérés par la Division aide humanitaire et Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC). La division est une branche de la Direction du développement et de la coopération (DDC) au sein du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

L'aide humanitaire de la Confédération, en tant qu'instrument, rend un double service: elle dirige des interventions directes; elle soutient des organisations partenaires internationales et suisses. Elle dispose de quatre moyens d'intervention: le personnel (membres de l'ASC), les contributions en espèces, les livraisons de denrées alimentaires, la fourniture de matériel. Son activité couvre quatre phases d'intervention: la prévention, le sauvetage, la survie et la reconstruction.

3. Des images directrices à la stratégie

Les « *Lignes directrices Nord-Sud* » et l'« *Image directrice de la DDA 1991* » embrassent les valeurs et les objectifs propres à guider les deux instruments que sont la coopération au développement et l'aide humanitaire. La présente stratégie s'inspire de ces deux documents pour formuler les particularités de l'aide humanitaire et pour impliquer celle-ci, par tous les moyens possibles, aussi bien dans la coopération au développement que, de manière analogue, dans la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution constante des conditions politiques, économiques et écologiques. Cette stratégie se concrétise dans des plans opérationnels concernant tantôt des thèmes, tantôt des pays et régions bien déterminés.

* Le présent document, promulgué en février 1994, a été adapté en juin 1995 aux innovations apportées à l'organisation de la Division aide humanitaire et corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) au début de 1995. La version actuelle résulte donc d'un remaniement et d'une adaptation à des modifications réalisées à l'échelon de la direction.

4. Modification du contexte

4.1 C'est à l'échelle mondiale que la *nécessité de l'aide humanitaire* a augmenté ces dernières années. Plus fréquentes, les situations d'urgence sont aussi devenues plus complexes. Les raisons en sont notamment :

- la *dislocation des blocs* constitués à l'époque de la guerre froide : ce changement a projeté au premier plan la lutte pour les droits universels, la prise de conscience de l'existence d'une société à l'échelle planétaire et la perception de besoins nouveaux et complexes ;
- l'*émergence toujours plus accusée de vastes espaces géographiques* : elle a éveillé, notamment grâce aux conquêtes de la technique et de la communication, la conscience d'un renforcement de l'interdépendance et de l'influence réciproque entre régions ;
- la survivance de *comportements* préjudiciables aux équilibres social, économique et écologique : ce phénomène a conduit à une augmentation des risques de crise au sein des communautés humaines et des Etats ;
- l'*effondrement de l'ordre politique*, dû au manque de légitimité des Etats et des gouvernements comme aussi à l'érosion de l'autorité traditionnelle : cette disparition a aggravé les *tensions sociales, avant tout entre groupes ethniques* ; elle a également accru le nombre de *conflits armés et de guerres civiles* ;
- les *revirements de la situation macro-économique*, passant du dirigisme d'Etat à des formes de régulation en rapport avec l'économie de marché : ces retours de pendule ont dévoilé brutalement des *lacunes structurelles et une misère cachée* ; de nombreux pays souffrent encore trop de l'insuffisance du développement de leur appareil social pour compenser de telles faiblesses, fût-ce par des mesures sommaires ;
- les *risques technologiques croissants*, qui redoublent le danger des *catastrophes dites de civilisation* (accidents chimiques, incidents nucléaires, ruptures de barrages, etc.) ;
- la propagation d'*épidémies* d'un nouveau genre (p. ex. le SIDA) ; ces épidémies, elles aussi, contribuent à surcharger les institutions sanitaires et sociales de nombreux pays ;
- les *catastrophes naturelles*, toujours plus fréquentes ; elles démasquent un accroissement de la fragilité des écosystèmes, aggravée encore par le peuplement des régions à risques, qui s'intensifie.

Les chiffres suivants reflètent le besoin d'aide humanitaire. Au cours des dix dernières années, le nombre des conflits et catastrophes exigeant une aide humanitaire a augmenté de manière continue alors que celui des victimes grimpeait par bonds : le nombre de catastrophes naturelles a plus que doublé entre 1983 et 1993, passant de 50 à 130, tandis que le nombre de conflits armés augmentait lui aussi, passant de 39 à 55. Le nombre des personnes déplacées ou en fuite s'est élevé de 20 à 45 millions (données fournies par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, HCR). La progression est analogue dans le domaine des dégâts : pour les seules catastrophes naturelles, qui frappent le plus souvent les pays du Sud, les dégâts matériels se montent à plus de 40 milliards de dollars par année ; et il faut préciser que ces pays, contrairement aux Etats industrialisés de l'Occident, ne sont pratiquement jamais assurés contre de tels dégâts. Quant aux dommages causés par des conflits armés, ils sont si étendus qu'aucune évaluation n'existe au monde les concernant.

4.2 Répondre à l'augmentation des besoins d'aide humanitaire est devenu plus difficile. Les raisons en sont notamment :

- l'*apparition*, dans le domaine humanitaire, d'*acteurs nouveaux et inexpérimentés* ; en font partie l'Office humanitaire de la CE (« ECHO »), créé en 1992 ; le Département des affaires humanitaires de l'ONU (DAH), lui aussi créé en 1992 ; des organisations internationales et nationales (comme le PNUD et les ONG), dont l'engagement dans l'aide humanitaire est nouveau ou connaît un regain d'énergie ; des entreprises privées même, qui se lancent dans l'aide humanitaire ; enfin des armées et des organisations de protection civile, en particulier celles des Etats occidentaux, qui veulent de plus en plus souvent accomplir des missions humanitaires ; hélas ! le manque de délimitation des attributions et l'insuffisance de la coordination des efforts en dépit d'une extrême urgence des besoins ne servent qu'à mettre un frein de plus à l'efficacité des prestations d'aide humanitaire sur le plan international ;

- la *forte présence des médias* dans les situations d'urgence réclamant l'aide humanitaire; la sensibilisation du public qui en résulte permet, il est vrai, de renforcer la protection des victimes mais elle court aussi le risque de ne retenir que le caractère spectaculaire des interventions; elle exerce une pression politique tendant à verser la manne humanitaire unilatéralement, c'est-à-dire en méprisant les ramifications mondiales que peut avoir la situation ou encore en ignorant la misère qui peut sévir ailleurs au même moment;
- la *tendance à dénaturer l'aide humanitaire en la politisant*: en effet, l'une des raisons pour lesquelles cette aide jouit d'une popularité croissante hors du cercle des acteurs traditionnels et « désintéressés » (c'est-à-dire neutres), c'est sa capacité d'être exploitée à des fins politiques, militaires ou autres; il n'est pas rare de la voir suppléer au manque de réponses politiques propres à instaurer ou à sauvegarder la paix;
- *l'observation toujours plus flagrante des principes du droit humanitaire international*: en effet, les prestations d'aide humanitaire se heurtent toujours plus souvent à des entraves intentionnelles et sont utilisées comme moyen de chantage;
- *l'absence ou l'insuffisance du renforcement des institutions locales* dans les territoires touchés par la crise, à quoi s'ajoute le mépris des mécanismes d'autodéfense existants: de nombreuses organisations d'aide gardent la tendance à ne compter que sur elles-mêmes pour secourir les populations touchées au lieu de promouvoir, par une action intensive et ciblée, la mise sur pied et la consolidation des structures de l'Etat en question et des ONG locales; les structures locales courent ainsi le risque d'être empêchées de faire leurs propres expériences et d'en profiter pour être à même d'affronter sans aide extérieure, ultérieurement, des situations analogues;
- les *crises financières* que traversent presque tous les pays donateurs; même si de nombreux Etats se déclarent disposés à encourager l'aide humanitaire (souvent d'ailleurs aux dépens de la coopération au développement), ces crises remettent en cause jusqu'au maintien des prestations à leur niveau actuel.

5. Autoportrait de l'aide humanitaire de la Confédération

L'aide humanitaire de la Confédération prend parti pour les personnes dans le besoin et les déracinées. Elle traduit le respect de la Suisse pour la dignité inviolable de chaque personne humaine, sa volonté aussi de garantir cette dignité sans discrimination de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou d'appartenance sociale.

L'aide humanitaire, exempte de tout paternalisme, applique le principe de subsidiarité: si elle sauve des vies et soulage des souffrances, c'est en complétant et en rétablissant les mécanismes d'autodéfense trouvés sur place.

L'aide humanitaire de la Confédération fait de la Suisse un partenaire important de la communauté internationale. Les initiatives ciblées de l'ASC et le soutien qu'elle apporte en privilégiant certains-projets élaborés par des oeuvres d'entraide suisses et des organisations humanitaires internationales mettent la Suisse en mesure de jouer un rôle actif dans le cadre des efforts déployés au plan international. Les leçons que notre pays tire avant tout de ses propres actions et aussi d'entreprises bilatérales lui permettent d'influer sur l'orientation de la politique dans le domaine multilatéral. C'est donc par ses initiatives humanitaires et son approche des problèmes que la Suisse contribue à mettre sur pied une aide humanitaire internationale cohérente, capable d'éviter les doubles emplois, économe et consciente des limites la séparant des autres secteurs politiques.

6. Principes régissant l'aide humanitaire de la Confédération

La modification du contexte (ch. 4) et le portrait que l'aide humanitaire de la Confédération trace d'elle-même (ch. 5) comme aussi les orientations fixées par les autorités politiques notamment dans le « Rapport sur la politique extérieure de la Suisse dans les années nonante » font que l'aide humanitaire de la Confédération est régie par les principes généraux mentionnés ci-après.

Principes généraux

- 6.1 L'aide humanitaire de la Confédération est l'expression concrète et visible de la *solidarité internationale au moyen de laquelle la Suisse, Etat dépositaire des Conventions de Genève, siège de la*

Croix-Rouge et des principales organisations humanitaires internationales, assume la responsabilité particulière inhérente à sa longue tradition humanitaire.

- 6.2 L'aide humanitaire de la Confédération fait partie intégrante de la *politique étrangère de la Suisse*. Etroitement liée aux autres secteurs de cette politique tels que, notamment, ceux qui s'occupent du développement, des réfugiés, de la garantie de la paix, de la sécurité et du commerce, elle agit de concert avec eux selon les principes humanitaires.
- 6.3 Dans les rapports entre les intérêts de l'Etat et les valeurs universelles, l'aide humanitaire de la Confédération donne la priorité aux *valeurs universelles*.
- 6.4 *L'aide humanitaire est dispensée de manière neutre, impartiale et exempte de considérations d'ordre politique*. La Suisse défend ce principe jusque dans les organismes internationaux.
- 6.5 Le premier objectif de l'aide humanitaire consiste à sauver des vies et à apaiser les souffrances des populations en butte à des crises dont les suites sont graves; la priorité des soins profite aux couches sociales les plus défavorisées: personnes âgées, malades, réfugiés, personnes déplacées; parmi eux, les plus fragiles sont les femmes et les enfants, qui d'ailleurs constituent la grande majorité des réfugiés et des personnes déplacées; souvent, dans les situations de crise, les femmes exécutent des travaux et assument des rôles et des responsabilités sortant du cadre de leurs occupations habituelles; ces besoins spécifiques sont pris tout particulièrement en considération. Le deuxième objectif de l'aide humanitaire est la réintégration des personnes déplacées, leur retour à une vie « normale ». Le troisième objectif consiste à aider la population touchée à renforcer ses mécanismes d'autodéfense afin de parer à l'éventualité de crises ultérieures. Les phases de l'intervention tiendront toutes compte, par principe, de la disparité des besoins et des exigences de l'homme et de la femme, telle qu'elle se révèle dans des analyses sur la corrélation entre le genre et le comportement.
- 6.6 Dans sa coopération avec les organisations suisses et internationales, y compris la Chaîne du Bonheur, l'aide humanitaire de la Confédération s'attache à *définir soigneusement les attributions*, à *coordonner efficacement les prestations* et à rationaliser l'engagement des ressources, qui sont limitées.
- 6.7 Tout en préservant sa *disponibilité sur le plan mondial*, l'aide humanitaire de la Confédération s'efforce *d'utiliser ses ressources* de manière aussi souple et efficace que possible. Cette stratégie *réclame la définition de priorités géographiques et sectorielles* qu'il s'agit d'adapter périodiquement à l'évolution des circonstances, compte tenu des moyens disponibles.
- 6.8 Les activités de l'aide humanitaire s'exercent dans les *domaines de l'aide d'urgence (qui comprend la Chaîne suisse de sauvetage et la « Task Force Réfugiés »), de l'aide de survie, de la reconstruction et de la prévention*. Les interventions sont rapides, ciblées, exécutées avec souplesse. *De durée limitée avec précision, elles ont, en règle générale, lieu à court terme*. Elles peuvent, en cas de reconstruction et de prévention, s'étendre sur plusieurs années. Là où elles débouchent sur une coopération au développement à plus long terme, tant au plan général qu'au plan technique, elles doivent être coordonnées avec les activités de toutes les organisations impliquées dans ce processus.
- 6.9 *L'aide humanitaire de la Confédération évite la création de nouvelles dépendances*. Son retrait et la remise des responsabilités aux partenaires locaux sont des composantes de la planification de l'intervention.
- 6.10 L'aide humanitaire de la Confédération attache une grande importance à *l'encouragement de ses partenaires locaux*, privilégiant de la sorte la mise en place et le renforcement de mécanismes d'autodéfense.
- 6.11 *L'aide humanitaire de la Confédération tient compte des aspects écologiques de son travail*; la prise de mesures ciblées lui permet d'appuyer des actions visant à prévenir les atteintes à l'environnement ou à en atténuer les effets.
- 6.12 Dans des pays choisis pour le *risque de crise élevé* auquel ils sont exposés, l'aide humanitaire de la Confédération contribue à consolider la disponibilité des organisations et des autorités char-

gées des secours. En accord avec d'autres Etats et des organisations internationales, elle coordonne ses interventions en vue de soutenir les efforts déployés pour prévenir les catastrophes et en atténuer l'impact.

- 6.13 En ce qui concerne le travail opérationnel *sur le terrain*, l'aide humanitaire de la Confédération installe sur place *l'infrastructure nécessaire*, en étroite collaboration avec les représentations suisses existantes.

L'application des principes généraux précités est complétée par celle de principes plus spécifiques, conçus tout exprès pour régir les deux instruments opérationnels de l'aide humanitaire :

Principes spécifiques régissant l'engagement de l'ASC

Les *interventions directes* de l'aide humanitaire de la Confédération sont possibles avant tout grâce au concours volontaire de membres du *Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC)*.

- 6.14 *Les interventions directes sont menées par les membres de l'ASC.* Ceux-ci sont engagés selon un système de milice et soutenus par un petit nombre de cadres qui, pour assurer la continuité, interviennent à moyen terme.
- 6.15 *Les interventions directes s'effectuent en accord avec les autorités* des pays touchés comme aussi avec *des organisations internationales et des oeuvres d'entraide suisses*. La Division aide humanitaire et ASC met à la disposition des organisations partenaires, si elles le lui demandent, certains membres du Corps ou des équipes de quelques personnes.
- 6.16 *La Division aide humanitaire et ASC coopère aussi* avec des organisations internationales *en tant que partenaire chargée de la mise en oeuvre* (« *implementing agency* ») mais sans pour autant concurrencer des entreprises privées.
- 6.17 *Les interventions directes sont possibles dans toutes les situations de crise et de catastrophe*, pour autant qu'elles n'exposent pas le *personnel à des risques compromettant sa sécurité*.
- 6.18 En plus des prestations traditionnelles fournies aux populations touchées, l'aide humanitaire de la Confédération s'efforce, dans les domaines où elle possède une expérience spécifique, de répondre toujours mieux à des besoins particuliers d'aide humanitaire : elle intervient alors sous la forme de petites *équipes* formées à cet effet, p. ex. pour aménager des abris de fortune, lutter contre le choléra, mettre sur pied des actions comme « *aliments contre travail* » (« *Food for work* »).
- 6.19 En cas de catastrophe à l'étranger, l'aide humanitaire de la Confédération engage au besoin les *ressources civiles et militaires que la Suisse tient à titre subsidiaire à la disposition des sinistrés*. Au niveau international, l'aide humanitaire de la Confédération s'engage à adapter les prestations aux besoins et à tenir compte des expériences faites.

Principes spécifiques pour le soutien aux organisations partenaires

- 6.20 *Les contributions de l'aide humanitaire de la Confédération à des oeuvres d'entraide privées* sont versées selon le principe de la subsidiarité : l'aide humanitaire complète les prestations propres de ces oeuvres et de leurs partenaires locaux ; ce faisant, elle s'assure que le personnel intervenant dans le territoire sinistré a la compétence professionnelle requise et dispose des moyens opérationnels nécessaires. Elle entretient un dialogue politique avec ces oeuvres d'entraide et prend part à l'évaluation des expériences faites. L'aide humanitaire de la Confédération peut aussi verser des *contributions directes à des oeuvres d'entraide locales*, à condition que la surveillance des opérations soit assurée par une représentation suisse travaillant sur place.
- 6.21 *Les contributions de l'aide humanitaire de la Confédération à des organisations multilatérales et au CICR* sont octroyées en règle générale dans le cadre d'interventions concertées de la communauté internationale. Leur montant dépend de l'importance et du degré d'urgence des besoins comme aussi des moyens opérationnels effectifs disponibles dans la zone de l'intervention. Là où elle le juge bon, la Suisse fixe, par ses contributions, des priorités en rapport avec les avantages comparatifs dont disposent les organisations précitées.
- 6.22 L'octroi de contributions de l'aide humanitaire sous forme de denrées alimentaires se justifie quand ce genre de prestation permet d'accorder une aide plus rapide, *plus ciblée et plus efficace*

sans concurrencer la production locale. *L'aide alimentaire* s'aligne sur les besoins de la population touchée de même que sur l'objectif plus large de la sécurité alimentaire. Elle encourage la production agricole par le biais d'achats dans la région sinistrée pour autant que cette stratégie apparaisse comme judicieuse des points de vue économique et organisationnel.

7. Mesures d'application de la stratégie

Les principes précités seront appliqués à l'aide des mesures énumérées ci-dessous.

- Le *catalogue des critères* servant à évaluer les besoins d'aide et les interventions directes doit garantir le maintien d'une politique cohérente et transparente lors de l'inévitable sélection et de la fixation des priorités dans la répartition des ressources, qui sont limitées. S'il est vrai que ces critères restrictifs relativisent le principe de la disponibilité universelle, ils renforcent, en revanche, celui de l'égalité de traitement des demandeurs d'aide humanitaire.
- Des *enquêtes* menées par région et par pays sur l'évolution socioculturelle, économique et politique jouent un double rôle : d'une part, *rendre possible le dépistage précoce de conflits armés potentiels, amorces de pression migratoire*; d'autre part, déterminer la nécessité éventuelle d'actions permettant de dispenser à temps des prestations humanitaires adaptées aux circonstances et convenues sur le plan international. Des investigations, conduites simultanément en vue de *repérer à temps les signes avant-coureurs* de catastrophes naturelles ou de crises de civilisation, devront permettre de diminuer le risque grâce à des mesures de prévention, rendant ainsi l'aide d'urgence moins nécessaire et même superflue.
- Des *investigations* portant sur le fonctionnement d'une société avant l'apparition d'une situation de détresse et analysant les « failles » qui peuvent provoquer une crise, doivent permettre à l'aide humanitaire d'apporter, outre les secours d'urgence immédiats, un soutien et une restauration accrue des mécanismes d'autodéfense et de résistance locaux. Les résultats de ces investigations doivent conduire à une compréhension et à une appréciation encore plus précises des causes de la situation de détresse.
- Un *dialogue permanent avec d'autres secteurs de la politique étrangère de la Suisse*, tels notamment le maintien de la paix, la coopération au développement et la politique des réfugiés doit garantir la spécialisation de l'aide humanitaire par l'étude toujours plus fine des compétences propres à chacun des secteurs en question. Ce dialogue a également pour objet de délimiter le passage d'un domaine à un autre, d'identifier les problèmes intéressant la politique étrangère dans son ensemble et de permettre, au besoin, de trouver des solutions novatrices en tirant profit de la souplesse qui caractérise l'aide humanitaire.
- Une *formation* à la fois interne et externe doit transmettre les connaissances techniques et culturelles voulues aux membres de l'ASC et au personnel de la division, encourager le développement de leur personnalité et les rendre capables d'adopter, dans toute situation, le comportement adéquat. A cet égard, il importe de promouvoir tout particulièrement l'aptitude à la gestion : le personnel apprend à se faire sur place une idée des conditions sociales, à reconnaître les comportements et les besoins propres aux sexes masculin et féminin, à intégrer le résultat de ses observations dans la planification et la mise en pratique des interventions humanitaires.
- La nécessité de remplir des *conditions déterminées* oblige les membres de l'ASC à ne participer à l'intervention que s'ils satisfont aux exigences accrues du monde d'aujourd'hui. L'envoi de membres du corps au sein d'équipes offre la possibilité d'assurer la relève.
- Le *suivi* systématique et l'*évaluation* des projets, quand ils vont de pair avec un *contrôle* rigoureux de l'utilisation des moyens, doivent maximiser les chances d'exploiter au mieux les ressources limitées qui sont les nôtres tout en évitant les duplications.
- Une *information* ouverte et active doit mettre la notion d'aide humanitaire à la portée aussi bien du Conseil fédéral que du Parlement et du peuple suisse, elle doit contribuer au soutien de la stratégie humanitaire par un vaste public, même dans les cas où certaines actions commandées par cette stratégie sont contraires au goût du jour.

Les mesures dont il vient d'être question feront l'objet d'une coopération étroite et d'une coordination efficace entre l'aide humanitaire de la Confédération et d'autres organisations humanitaires suisses et internationales ; elles ne cesseront de s'affiner et seront réalisées par étapes, compte tenu du potentiel disponible.

8. Moyens

Mesurés aux moyens humanitaires globaux à l'échelle mondiale et comparés aux prestations d'autres Etats industrialisés, les *moyens* de la Confédération sont limités et le resteront même ces prochaines années. C'est pourquoi il *importe de les engager avec le maximum d'efficacité. Atteindre cet objectif doit être possible grâce à la stratégie exposée ci-dessus.*

Il faut toutefois, dans cette optique, partir d'une double hypothèse : d'une part, que le *Conseil fédéral* comme le *Parlement* continueront d'être disposés à approuver l'affectation, à l'aide humanitaire, de *moyens financiers et de personnel en rapport avec les besoins*; d'autre part, que l'aide globale publique de la Confédération destinée à l'étranger comprendra une part de l'ordre de 20 pour cent réservée à l'aide humanitaire de la Confédération.

Source : «Message concernant la continuation de l'aide humanitaire internationale de la Confédération» du 20 novembre 1996, Berne, message 96.092, annexe I.